JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

HENRI CHAMBRE

Réflexions sur quelques problèmes actuels de l'économie soviétique

Journal de la société statistique de Paris, tome 109 (1968), p. 172-192
<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1968__109__172_0>

© Société de statistique de Paris, 1968, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM
Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

II

RÉFLEXIONS SUR QUELQUES PROBLÈMES ACTUELS DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

Monsieur le Président,
Mes chers Collègues,

Permettez-moi tout d'abord de vous exprimer mes remerciements très sincères pour l'invitation que vous m'avez faite d'exposer devant vous quelques observations suggérées par une étude aussi attentive que possible de l'économie de l'Union Soviétique pendant près de vingt ans.

Mais le titre proposé pour cet exposé embrasse un sujet trop vaste et trop ambitieux. Ce n'est qu'avec beaucoup de réserves qu'il est possible de formuler des « réflexions sur quelques problèmes actuels de l'économie soviétique ». Aussi je vous demande la permission de les limiter à celles qui concernent plus directement le développement industriel de ce pays (1).

Précisons également que ces réflexions sont toutes provisoires et susceptibles de réexamen approfondi au fur et à mesure que s'offre à nous un « savoir mieux contrôlé ».

Avant de me livrer à ces quelques observations qui ne devraient être d'ailleurs que des remarques inscrites dans les marges, je souhaite dire brièvement en quoi et pourquoi notre connaissance de l'économie de l'U. R. S. S. est meilleure aujourd'hui qu'hier, si imparfaite qu'elle soit encore.

Puis, l'idée qui dirigera mes réflexions ultérieures sera à peu près correctement formulée de la manière suivante.

Au moment où l'Union Soviétique est entrée (entre depuis dix ans environ) dans une nouvelle étape de son industrialisation (diversification de sa production, automation, électronique, énergie atomique, etc.), quels problèmes rencontre-t-elle? Quelles solutions propose-t-elle et met-elle en œuvre pour atteindre une meilleure rationalité économique?

I

Connaissance de l'économie soviétique

Depuis une douzaine d'années (1956 exactement) la possibilité de mieux connaître et de mieux analyser l'économie de l'U. R. S. S. s'est considérablement accrue.

Ceci tient à deux causes principalement :

1° Nous disposons d'annuaires statistiques nombreux qui faisaient défaut depuis 1940.

1. Pour l'agriculture, on renvoit à H. Chambre, Union Soviétique et développement économique, Aubier, 1967, pp. 220-245. — B. Kerblay, Les avancees, les reculs et les perspectives de l'agriculture soviétique (1954-1965), *Il Politico*, Padoue, 1965, n° 3. — F. A. Durgin, Quantitative, structural and institutionnal changes in Soviet agriculture during the Khruscev's era, *Cahiers de l'I. S. E. A.*, Série G, 1966, n° 23, pp. 111-126.

2° Des analyses économiques sérieuses des problèmes rencontrés par cette économie au cours de la dernière décennie ont été effectuées par des économistes soviétiques soucieux de faire retrouver à l'U. R. S. S. les rythmes de croissance des années qui ont précédé la seconde guerre mondiale ou suivi immédiatement la période de restauration de cette économie (début des années 1950).

1. *Annuaires statistiques*

Sans doute, avant la seconde guerre mondiale, avait-on à sa disposition de très nombreux annuaires qui permettaient de couvrir assez convenablement la période 1918-1936 (et parfois jusqu'à 1939) et d'analyser ainsi certains aspects de l'économie de l'U. R. S. S. Ce n'est pas le moment d'en faire le recensement ici (1).

Depuis 1956, on dispose de nouveau d'annuaires économiques nombreux qui concernent aussi bien l'U. R. S. S. que certaines grandes républiques fédérées (Russie, Ukraine, Pays baltes, Kazakhstan, etc.) et la plupart des provinces et villes importantes (Moscou, Leningrad, Kiev).

Mais il reste un grand vide (approximativement 1940-1955) qui n'est comblé que partiellement pour certaines séries reconstruites rarement en deçà de 1950 d'ailleurs (*v. g.* estimations annuelles de la population).

Toutes les données de ces ouvrages ou livrets sont rassemblées dans une optique de production et même plus strictement de production matérielle (au sens que la théorie économique soviétique donne à cette expression). La plupart intéresse plus le planificateur, l'ingénieur ou le technicien que l'économiste proprement dit. Ainsi que l'a noté le *Bulletin économique pour l'Europe*, elles étaient « établies jusqu'ici beaucoup plus en fonction des besoins des services de planification économique... que du désir d'obtenir soit des indicateurs du taux d'accroissement de la population et des dépenses, globales ou par secteur, soit des séries reflétant la structure de l'économie pour leur valeur en soi (2) ». Il suffit d'ouvrir n'importe quel annuaire antérieur à 1960 pour s'en rendre compte. Ce n'est qu'à partir de 1961 que des améliorations dans la confection des annuaires se manifestent : par exemple, à cette date on commence à publier des informations relatives à la structure des coûts de production dans les principales branches de l'industrie. Cette publication est sans doute liée à l'élaboration du premier tableau d'échanges interindustriels pour l'année 1959.

Néanmoins, l'analyse économique se heurte à des limites que les autres publications soviétiques (articles de revues, journaux, livres) ne permettent de franchir qu'en de rares occasions. Par exemple, les informations officielles concernant les salaires, les revenus des paysans, les logements, les services sociaux sont maigres et à peine désagrégées.

La question de la fiabilité des statistiques recueillies par l'Office central des Statistiques a été posée et examinée à plusieurs reprises et d'une manière critique par des économistes tels que N. Jasny, P. Wiles et A. Nove (3). On peut penser que les erreurs statistiques microéconomiques (parfois volontairement effectuées par les échelons de base) n'affectent pas considérablement les comparaisons internes de la croissance à différentes époques, dans la

1. C. Makhroff, deux cents ans de statistiques russes et sovietiques : Catalogue des annuaires disponibles dans les bibliothèques européennes, *Cahiers de l'I. S. E. A.* série G, 1966, n° 24, p. 201-255, pour la période 1917-1956). — M. C. Kaser, A list of Soviet Statistical Abstracts, *Soviet Studies*, vol. X, 1959 à vol. XIX, 1968. (une liste par volume).

2. *Bulletin économique pour l'Europe*, O. N. U., Genève, vol. 11, 1959, n° 2, p. 59.

3. N. Jasny, Essays on the Soviet economy, Munich, 1962, pp. 1-92. — A. Nove, the Soviet economy, Londres, 1961, pp. 464 et suiv. — P. Wiles, The theory of international comparisons of economic volume, in Soviet planning ed. by J. Degras, Oxford, 1964, pp. 87-115. — O. Morgenstern, On the accuracy of Economic Observations, Princeton, 2e éd., 1965, *passim*.

mesure où le degré de leur importance ne varie pas considérablement d'une période à l'autre. Par contre, elles peuvent affecter les comparaisons internationales de la production, de la productivité, etc. De plus, il est nécessaire que l'analyste comparatiste soit très au fait du contenu précis donné à chaque poste de la statistique économique par l'enseignement et la pratique soviétiques.

Ces difficultés sont aussi celles que rencontre depuis quelques années l'économiste soviétique qui veut analyser en profondeur l'économie de son pays, comme le notait V. S. Nemcinov, prix Lénine en 1965 : « Sans la collecte et l'élaboration des résultats des observations primaires, sans une élaboration scientifique profonde, sélective et indépendante des données recueillies par les organismes statistiques, il est impossible d'entreprendre un véritable travail de recherche scientifique. Il est impossible d'élaborer les problèmes économiques complexes sur la base de la *ration statistique publique générale*, c'est-à-dire les publications de la Direction centrale des Statistiques de l'U. R. S. S. (1) ». Un autre économiste, Aganbegjan, aurait formulé récemment des remarques analogues.

Parmi les secteurs faibles de la statistique soviétique, on relève le domaine démographique. Sans doute, dispose-t-on des résultats du recensement de 1959 concernant soit l'U. R. S. S., soit les Républiques fédérées. Ils permettent déjà une connaissance meilleure de la situation démographique dans son ensemble. Mais, de nombreuses questions concernant en particulier la population active et l'emploi demeurent en suspens, ou ne sont que partiellement élucidées.

Les annuaires consacrés au commerce extérieur sont publiés régulièrement maintenant et permettent d'analyser sa structure, ses orientations et son évolution.

Avec quelques hypothèses, il est possible de préciser le rôle du commerce extérieur dans le cadre de la planification de l'économie, au moins d'une façon globale (2).

Compte tenu des réserves formulées plus haut, on peut tout de même estimer qu'il est aujourd'hui possible d'entreprendre une étude de l'économie soviétique, mieux fondée que dans les années antérieures à 1955 environ. Mais cette entreprise exige un esprit de discernement très éveillé.

2. *Analyses faites de l'intérieur de l'U. R. S. S.*

Avant la guerre 1941-1945, en tête de nombreuses pages de certains annuaires publiés en 1939, on trouvait la mention « Rattraper les U. S. A. ».

Aujourd'hui, on est beaucoup plus prudent et de telles formules ne figurent pas dans les annuaires; mais des comparaisons entre telles et telles *ratios* américaines et soviétiques ont pris place, dont il convient d'analyser d'ailleurs de près le mode de construction.

Depuis le début des années 1960, on a vu apparaître des études sérieuses et bien documentées, publiées par divers économistes soviétiques qui analysent avec beaucoup de discernement le fonctionnement de leur économie (3).

Ces études sont précieuses pour qui, en France ou ailleurs, étudie les cheminements de l'économie de l'U. R. S. S. Car elles entrent dans des précisions qui n'étaient pas le fait des ouvrages antérieurs.

Elles ont été nécessaires à partir du moment où, en U. R. S. S., on s'est rendu compte

1. *Voprosy Ekonomiki*, 1959, n° 4, pp. 33-34.
2. J. P. Saltiel, Calcul économique et commerce extérieur de l'U. R. S. S., *Cahiers de l'I. S. E. A.*, Série G, 1962, n° 13, pp. 49 et suiv.
3. Plusieurs de ces études sont citées par H. Chambre, *op. cit.*, pp. 206-219.

que l'objectif de la production globale à n'importe quelles conditions n'était plus rationnel, vu les coûts et les pertes qui en résultaient.

Elles sont liées à l'introduction du calcul économique au plan de la recherche théorique et au plan pratique avec la confection de tableaux d'échanges interindustriels, à partir de 1959.

Dans ces conditions, l'étude de l'économie soviétique en France (ou ailleurs) est soumise à beaucoup moins d'aléas que dans le début des années 1950. Des progrès notables ont été enregistrés. A une condition toutefois : ne pas prendre ses désirs pour des réalités; en d'autres termes, contrôler avec soin les informations publiées.

II

La croissance de l'économie soviétique

Le développement économique de l'Union Soviétique durant ces cinquante dernières années est un fait désormais acquis. La croissance de son économie peut être étudiée à l'aide d'indicateurs tels que le produit social global (*valovoj obscestvennyj produkt*) et le revenu national (*nacional'nyj dokhod*).

Le produit social global a cru plus rapidement durant la période septennale 1952-1958 (10,3 % par an en moyenne) que durant la suivante (6,5 % par an). Mais, en eux-mêmes, ces taux de croissance ne sont pas très significatifs, étant donné que le produit social global comprend de nombreux double-comptes du fait de la manière dont sont calculés ses composants.

« Le revenu national est formé par la valeur nouvellement créée dans les branches de la production matérielle [1] ». Les services ne sont pas, en principe, pris en compte.

S. N. Prokopovicz estime qu'en 1913 et en prix courants le revenu national de la Russie était de 13 900 000 000 roubles et de 21 100 000 000 roubles en 1926-1927. En 1966, il s'élève à 205 300 000 000 roubles. On trouvera dans le tableau 1 les données concernant la *production* du revenu national, publiées en prix courants et en prix constants (prix 1958) pour la période récente 1958-1966 et dans le tableau 2 les données concernant l'*emploi* de ce revenu, exprimées en prix courants.

En 1966, en prix *constants* (1958), le revenu national *produit* s'élève à 218,1 milliards de roubles et, en 1967, à 233,4 milliards approximativement (augmentation de 6,7 %, *Ekonomiçeskaja Gazeta*, 1968, n° 4).

Pour les périodes quinquennales successives, 1951-1955, 1956-1960, 1961-1965, l'accroissement annuel moyen a été respectivement de 11,3 %, 9,1 % et 6,5 %. Pour les périodes septennales 1952-1958 et 1959-1965, il a été de 9,1 % et 6,8 %. Il y a donc eu baisse de ce taux moyen, de période en période. Le taux de croissance le plus faible est celui de l'année 1963 : 4,07 % (en prix comparables) et 2,6 % (en prix de l'année). Cette baisse n'est pas imputable à l'augmentation des normes d'amortissement car, pour calculer le revenu national en prix comparables pour les années 1963, 1964 et 1965, on a conservé les normes d'amortissement de l'année 1962.

1. Narodnoe Khozjajstvo S. S. S. R. v 1965 g., Moscou, 1967, p. 813. — Les pages qui suivent reprennent, en les mettant à jour, certains des thèmes développés dans notre article « A la recherche de la rationalité économique en URSS », *Revue française de Science politique*, vol. XVII, 1967, n° 6.

TABLEAU 1

Revenu national

(en milliards de roubles nouveaux)

Année	En prix de l'année officiels (a)	En prix comparables				Taux annuel d'accroissement			
		officiels (a)	variantes		% (a)	officiel (b)	calculé (d)		
1955	—	—	*95,4*	*90,8*	*74,7*	12	—	(d'après les données officielles)	— (à partir du R. N. en prix de l'année)
1956	—	—	*106,2*		*83,2*	11	—		—
1957	—	—	*113,4*		*88,8*	7	—		—
1958	127,7	127,7	—	123 (c)	100	12	—		—
1959	136,2	137,3			108	8	—		6
1960	145,0	147,9			116	8	—		6,4
1961	152,9	157,9			124	7	—		5,4
1962	164,6	166,9			131	6	—		7,6
1963	168,8	173,7			136	—	4,07		2,6
1964	181,3	189,8			149	—	9,26		7,4
1965	192,6	203,4			159	—	7,16		6,2
1966 (e)	205,3	218,1			—	7,5	—		—

Sources :

(a) *Narodnoe Khozjajstvo S. S. S. R. v 1965 g*, Moscou, 1967, p. 589. Les chiffres en italique ont été calculés sur la base des données des annuaires.

(b) *Narodnoe Khozjajstvo S. S. S. R. v 1960 g.*, p. 152; *Narodnoe Khozjajstvo S. S. R. v 1962 g.*, p. 481.

(c) FIGURNOV (S. P.), *Real'naja zarabotnaja plata i pod'em material'nogo blagosostojanija trudjascikhsja v S. S. S. R.*, Moscou, 1960, p. 75 (en prix comparables de l'époque).

(d) Il s'agit du revenu national en prix de l'année.

(e) *Strana Sovetov za 50 let*, Moscou, 1967, p. 242. — *Pravda*, 29 janvier 1967.

TABLEAU 2

Revenu national (Emploi)

(en prix courants de l'année et en 10⁹ roubles)

Année	R. N.	Consommation	Accumulation	Part de l'accumulation dans le R. N. (en %)
1950	74,0	56,3	17,7	23,92
1951	78,3	58,3	20,0	25,54
1952	81,4	60,0	21,4	26,29
1953	85,3	63,9	21,4	25,09
1954	90,9	70,0	20,9	22,99
1955	97,6	72,5	25,1	25,72
1956	105,6	76,5	29,1	27,56
1957	111,1	84,7	26,4	23,76
1958	126,7	92,1	34,6	27,31
1959	132,9	97,3	35,6	26,79
1960	142,8	104,5	38,3	26,82
1961	151,0	108,1	42,9	28,41
1962	162,5	117,5	45,0	27,69
1963	166,4	124,1	42,3	25,42
1964	179,7	130,4	49,3	27,43
1965	190,4	140,7	49,7	26,10

Sources : VAINSTEIN (A. L.), « Dinamika narodnogo khozjajstva i ego osnovnykh komponentov », *Ekonomika i matematiceskie metody* 3 (1) 1967, p. 28. — *Vestnik Statistiki* 4, 1966, p. 96. — *Narodnoe Khozjajstvo S. S. S. R. v 1965 g.*, p. 592.

TABLEAU 3

Structure du revenu national

(en %)

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Industrie	50,2	52,3	52,3	52,1	52,3	54,2	53,6	52,4
Construction	9,5	9,5	10,0	9,8	8,9	9,0	8,9	9,0
Agriculture	24,1	21,3	20,5	21	22,5	20,5	21,4	22,0
Transports et communications	4,4	4,8	5,3	5,6	5,5	5,3	5,4	5,6
Commerce, collecte, approvisionnement	11,8	12,1	11,9	11,5	11,0	10,8	10,7	11

Sources : *Narodnoe Khozjajstvo S. S. S. R. v 1964 g.*, p. 577; ... *v 1965 g.*, p. 591 (calculé d'après les donnees en prix courants de l'année fournies pour 1965).

L'Union Soviétique poursuit sa croissance économique, mais à des rythmes apparemment moins élevés au cours des années 1960 que durant la première moitié des années cinquante.

La structure du revenu national fait apparaître la place prépondérante de l'industrie dans la croissance économique soviétique même si l'on tient compte de ce que, dans le calcul de la production industrielle, l'impôt sur le chiffre d'affaires s'y trouve inclus en totalité, alors qu'il y aurait lieu de le répartir entre agriculture et industrie (cf. tableau 3). En 1965, l'industrie contribue pour 101 milliards de roubles à la formation du revenu national (192,6 milliards de roubles), alors que l'agriculture n'y participe que pour 42,4, milliards de roubles.

La croissance économique continue d'être le fait de l'industrialisation. Elle semble due surtout aux progrès réalisés dans certaines branches. Il s'agit principalement des industries chimiques auxquelles un intérêt renouvelé a été accordé à partir de l'Assemblée plénière du Parti en mai 1958. Leur production s'accroît de 245 % de 1958 à 1965, avec un taux annuel qui oscille de 1961 à 1965 entre 14 et 15,9 %. Les industries de constructions mécaniques et de transformation des métaux et les branches énergétiques viennent ensuite avec des taux moins élevés.

Durant cette période, la balance énergétique se modifie. En 1950, le pétrole représente 17,4 % et le gaz naturel 2,3 % de la balance de production des ressources énergétiques (avec 2,5 % pour l'énergie hydroélectrique). Ils auraient dû compter respectivement pour 36,4 % et 15,9 %, en 1965, la part de la houille tombant à 42,7 % au lieu de 66,1 % en 1950.

L'agriculture n'a pas suivi le mouvement. Elle reste loin en arrière avec une croissance de 115 % durant le septennat, après un redressement de courte durée entre 1953 et 1958. Son taux de croissance annuel moyen pour la période 1959-1964 a été de 2,4 % et elle a connu un taux presque nul (0,9 %) en 1962 et un taux négatif en 1963 (— 7 %). Ce sont surtout les productions végétales qui ont augmenté, mais avec des à-coups considérables. En 1965, la croissance de la production de l'agriculture a été de 1,8 % par rapport à 1964, de 10 % en 1966 par rapport à 1965, mais de 1 % seulement en 1967.

L'économie soviétique est en plein développement, mais sa structure se modifie notablement. Toutefois, des problèmes assez sérieux se posent du fait du ralentissement de la croissance depuis plus de dix ans. Il convient maintenant de les étudier pour mieux comprendre les orientations nouvelles de l'économie et apprécier la portée des mesures adoptées pour redresser la situation.

III

Problèmes actuels

Des problèmes actuels ou à moyen terme qui se posent à l'économie de l'U. R. S. S., tels qu'ils ont été exposés par A. N. Kosygin en mars 1966 dans le rapport au 23e Congrès du Parti, où il présentait le projet des « Directives » pour le plan quinquennal 1966-1970, on retiendra ceux concernant l'innovation et l'introduction des nouvelles techniques, l'emploi de la population active et l'amélioration de l'utilisation du capital fixe de l'industrie, ainsi que l'expansion des régions orientales de l'Union.

1. *Innovation et nouvelle technique*

Dans son rapport, A. N. Kosygin a souligné que l'accroissement du revenu national, et plus précisément « l'accroissement simultané de l'accumulation et de la consommation »,

reposait essentiellement sur une élévation de l'efficacité de la production sociale, « ce qui est indissolublement lié, enchaînait-il, à l'accélération du progrès scientifique et technique ». Il l'avait déjà dit en des termes voisins, fin septembre 1965, à la session plénière du Comité central du Parti.

Il s'agit de rééquiper l'ensemble des branches de l'économie et de moderniser sa structure tant économique que technique.

A partir du milieu des années 1950, on a dû constater que l'économie de l'Union Soviétique (et plus généralement celle des pays socialistes européens) avait des délais de réponse à l'innovation et au progrès technique nettement plus longs que les économies des pays capitalistes. Une force d'inertie considérable s'oppose à la nouveauté technique. Si, pendant une certaine période, il a été possible de la pallier en copiant et en adaptant les techniques nouvelles ayant fait leurs preuves dans les pays étrangers, il apparaît aujourd'hui que, pour des causes diverses, cette politique n'est plus une politique de progrès. Tout au plus, peut-elle être une politique d'appoint dans certains secteurs très attardés.

Il convient de mettre en place une politique *réelle* de progrès technique allant du développement de la recherche et de son personnel au financement des travaux de recherche fondamentale et appliquée et à celui de l'introduction des innovations dans l'appareil économique.

Le nombre des chercheurs scientifiques a augmenté rapidement. Toutes catégories réunies, il est passé de 162 500 en 1950 à 240 000 en 1956, puis à 354 200 en 1960 et à 664 600 en 1965 (1). Les dépenses budgétaires destinées au financement de la Science qui étaient de 524 000 000 roubles en 1950 (soit 1,2 % des dépenses budgétaires totales) s'élèvent à 4 265 000 000 roubles en 1965, soit 4,2 % des dépenses inscrites au budget de l'État (2).

Financer l'introduction de la nouvelle technique dans l'industrie a requis environ 700 000 000 roubles, en 1964, dont 120 000 000 roubles prélevés sur le fonds d'entreprise destiné à cette fin et 556 000 000 roubles de crédits. En 1965, ces derniers s'élevaient à 685 000 000 roubles. On espère pouvoir accroître notablement le volume du financement par les entreprises puisqu'on escomptait qu'en 1967, elles pourraient y consacrer 4 milliards de roubles (non compris les crédits bancaires), dont 2 700 000 000 en provenance des provisions pour amortissement (3).

Pour que cette politique porte ses fruits, il convient de développer également le réseau d'informations en ce qui concerne leur collecte et leur diffusion. C'est une des tâches auxquelles se consacre le Comité d'État pour la Science et la technique (4).

2. *Facteurs de la production*

A. N. Kosygin a insisté également sur la nécessité d'améliorer l'emploi de la main-d'œuvre et celui du capital.

1. G. Lakhtin, O. Rudenko, Naucno-issledovatel'skaja dejatel'nost i material'noe proizvosdstvo, *Ekonomiceskie Nauki*, 1966, nº 1, p. 80. — Narodnoe Khozjajstvo S. S. S. R. v 1965, p. 709.
2. Nar. Khoz., v 1965, p. 784. — J. M. Collette, Recherche-Développement et progrès économique en U. R. S. S., *Cahiers de l'I. S. E. A.*, Série G, « Économie planifiée », 1962, nº 15, 151 p.
3. L. Khorunzij, Nekotorie problemy renovacii v svete novykh zadac, *Voprosy Ekonomiki*, 1965, nº 12, p. 55. — Narod. Khoz. S. S. S. R. v 1965, p. 787.
4. A. N. Kosygin, Les directives du XXIIIe Congrès du P. C. U. S. pour le plan quinquennal de développement de l'économie de l'U. R. S. S. (1966-1970), dans le XXIIIe Congrès du P. C., U. S., Ed. Agence de Presse Novosti, Moscou, pp. 201-202. G. Sokoloff, Nouveautés techniques et renouveau économique en régime socialiste, *Le Courrier des Pays de l'Est*, 1966, nº 52, pp. 21 et suiv.; et du même, sous le même titre, *op. cit.*, 1966, nº 63, pp. 19-34.

a) *L'emploi.* L'amélioration de l'emploi des travailleurs doit s'envisager à deux niveaux : au niveau de l'économie tout entière, à celui de certaines questions spécifiques.

Le personnel employé dans *toute* l'économie (y compris les cartels coopératifs industriels) est passé de 59 300 000 personnes en 1959 à 79 716 000 en 1966, soit une augmentation de 134,4 %, tandis que la population totale a crû de 208 800 000 personnes au recensement du 15 janvier 1959 à 234 400 000 personnes au 1er janvier 1967, soit une augmentation de 112,2 %. L'augmentation de la population active est plus rapide que celle de la population totale. Cette situation a pu créer quelque problème, puisqu'au début de la période ce sont les classes creuses de la seconde guerre mondiale qui sont entrées au travail. Il n'est pas impossible que cette situation ait eu son incidence sur l'adoption de la réforme scolaire de 1958, qui mettait dans le circuit de la production les élèves sortant de l'école dix ans avant de les autoriser à poursuivre des études supérieures. Elle a été abandonnée par la suite.

La difficulté rencontrée alors semble désormais surmontée. M. Sonin, spécialiste soviétique des questions de main-d'œuvre, constate que la population qui se situe dans la tranche en âge de travailler augmente rapidement du fait qu'y entrent les jeunes nés entre 1949 et 1953 et qu'en sortent ceux nés entre 1905 et 1909, dont l'effectif a notablement diminué par suite des pertes subies par ces classes durant la guerre 1941-1945. En outre, après avoir noté que, durant la période septennale, le nombre des personnes employées dans les branches agricoles avait diminué de 12 %, il ajoute qu'afin de maintenir la production agricole à un niveau convenable, il faut ne tolérer qu'une diminution de 4 % de l'effectif des travailleurs ruraux au cours de la période 1966-1970 (1). Si d'autres problèmes ne surgissent pas, globalement, le problème de l'emploi peut être résolu pour les années à venir (2).

Deux questions sérieuses demeurent à l'ordre du jour : celle d'un meilleur emploi de la population des petites villes et des villes moyennes (villes de moins de 100 000 habitants) et celle des migrations intérieures et de la fixation de la population en Sibérie et en Extrême-Orient.

L'importance de la première a été reconnue depuis 1962, date à laquelle l'Institut scientifique de Recherches en matière de travail a entrepris une enquête sur l'efficacité de l'emploi de la main-d'œuvre dans diverses régions de l'U. R. S. S. La situation n'est pas la même d'une région à l'autre, suivant qu'il s'agit de la région de Moscou, de l'Oural, de la Sibérie ou du Kazakhstan. Mais le problème est sérieux dans la mesure où 48 % de la population habite de telles villes (3).

Une première constatation s'impose : les grandes villes et les villes satellites qui les entourent produisent une fraction importante de la production industrielle des régions où elles sont implantées.

Cette situation n'a rien de surprenant si l'on remarque que les grandes villes se taillent la part du lion dans les investissements, comme c'est le cas dans la province de Celjabinsk dans l'Oural où, en 1965, la ville de Celjabinsk reçoit 46,2 % et la ville de Magnitogrosk 24,6 % du total des investissements effectués dans la province. La situation n'était pas très différente déjà en 1960.

1. M. Sonin, Nekotorie problemy povysenija effektivnosti ispol'sovanija trudovykh resursov, *Voprosy Ekonomiki*, 1966, nº 8, pp. 30 et 32.

2. Par exemple, pourquoi l'espérance des femmes vivant au-delà de 65 ans, est-elle de plus en plus inférieure à celle des hommes? Cf. O dvukh zabytych oblastjakh sociologiceskikh issledovanij, *Kommunist*, 1963, nº 17, p. 82.

3. A. Orlov, Trudovye resursy malykh i srednikh gorodov, *Ekonomiceskie Nauki*, 1966, nº 2, pp. 38 et suiv. — E. I. Ruzavina, Racional'noe ispol'zovanie trudovykh resursov malykh i srednikh gorodov, *Vestnik Moskovskogo Universiteta*, 1966, nº 5, pp. 26 et suiv. — S. Mikhajlov, N. Solov'ev, Malye i sredni goroda i razmescenie promyślennosti S. S. S. R., *Planovoe Khozjajstvo*, 1966, nº 1, p. 25.

Les villes moyennes et les petites villes sont réduites à une portion insuffisante lors de la répartition des investissements.

Le critère d'efficacité de l'investissement retenu ne facilite pas le renversement de cette politique. Il ne tient pas compte de ce que, pour créer un nouvel établissement industriel, les investissements communaux (ou certaines dépenses communales) sont plus élevées dans les grandes villes que dans les autres.

Alors que dans l'ensemble de l'économie 15 % des ressources de travail sont employées dans ce qu'on appelle l'économie auxiliaire et l'économie domestique, cette proportion s'élève parfois jusqu'à 30 % ou 40 % dans les villes moyennes et petites. Il y a un potentiel économique mal utilisé, sous forme de main-d'œuvre disponible qui trouverait un emploi plus efficace si l'on créait dans ces villes des industries telles que construction d'instruments, électrotechnique, radio, électronique, industries des polymères, des produits pharmaceutiques, industries textiles et alimentaires, qui permettent de créer relativement plus d'emploi que l'industrie lourde, à investissement égal.

Jusqu'à présent, on ne semble pas avoir accordé beaucoup d'attention à ces faits. En 1964-1965, plus de 18 % des constructions industrielles en cours ou à entreprendre (soit plus de 30 milliards de roubles) se trouvent dans 65 grandes très grandes villes. Et, il semble d'après le projet de plan quinquennal 1966-1970 qu'on poursuivra la même politique.

Les calculs du Conseil pour l'étude des forces productives (*Sops*) avaient pourtant montré qu'une meilleure répartition des entreprises industrielles dans les villes moyennes et petites permettrait de créer 3 000 000 d'emplois nouveaux. Cette création aurait pour effet d'augmenter la production globale de l'industrie de 15 à 16 milliards de roubles par an, soit de 6 % environ pour une production évaluée à 234 milliards de roubles en 1965. Ceci ne manquerait pas d'avoir des conséquences positives sur le rythme de croissance du revenu national soviétique.

La question des migrations intérieures et celle corrélative de la fixation des populations dans les territoires à développer sont toutes deux à l'ordre du jour. Pour l'Union, c'est approximativement 6 % des personnes en âge de travailler qui se livrent à des migrations désordonnées et improductives (1). Ces problèmes, certes, ne sont pas nouveaux. Non seulement, il y a toujours eu dans les territoires russes un nombre assez important de personnes qui se déplaçaient d'une région à une autre, mais, dès avant la seconde guerre mondiale, le problème de la fixation des populations dans les grandes bases industrielles en voie de création est apparu sans qu'on y ait alors apporté beaucoup d'attention (2). La question semble particulièrement sérieuse pour la Sibérie et l'Extrême-Orient.

Les provinces de Sibérie occidentale et orientale suscitent des inquiétudes assez notables. Depuis plusieurs années le solde des migrations est défavorable alors que les besoins en population active sont grands. Or, dans les années à venir, les besoins des régions situées à l'est de l'Oural vont exiger une immigration d'environ 6 000 000 de personnes et la fixation des cadres sur place. Ainsi qu'une enquête effectuée par la filiale sibérienne de Novosibirsk de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. l'a relevé, on n'approchera pas la solution du problème grâce à une simple augmentation du salaire nominal des Sibériens. Il faut améliorer considérablement leurs conditions de vie qui sont plus médiocres qu'ailleurs :

1. E. Manevic, Vseobscenost' truda i problemy racional'-nogo ispol'zovanija rabocej sily v S. S. S. R., *Voprosy Ekonomiki*, 1965, n° 6, pp. 25-26.

2. H. Chambre, Union Soviétique et développement économique, Aubier, p. 218. — E. Zaleski dans « Le développement du bassin du Kuznetsk », *Cahiers de l'I. S. E. A.*, Série G, « Économie planifiée », 1960, n° 8, pp. 126-127.

logements par personne moins grands, commodité des logements moindre qu'en Ukraine, écoles plus éloignées qu'en Russie d'Europe, etc. (1).

b) *L'efficacité des capitaux*

L'amélioration du rendement du capital, *i. e.* des fonds fixes productifs, (*fondootdaça*) qui a diminué au cours des annése récentes (2), est un des problèmes importants à résoudre. Durant la période septennale écoulée, globalement, ce rendement a décru de 19 % pour toute l'économie et de 17 % pour l'industrie (3).

Bien que générale, cette baisse a surtout affecté les industries chimiques, les industries alimentaires et textiles (4). Les industries chimiques n'ont pas réalisé leur plan au cours des années écoulées en raison des difficultés techniques et des difficultés d'organisation : manque d'usines-pilotes, rapports trop lâches entre recherche et industrie, capacités productrices sous-employées. Le coefficient de capital a augmenté de 0,9 rouble par rouble d'investissement en 1960 à 1,05 rouble en 1965.

Dès la fin de 1964, il est apparu que la valeur des constructions inachevées était très grande pour les industries chimiques, à peu près égale à l'annuité prévue pour cette même année. Il en a été de même en 1965 (5). Ce n'était qu'un cas parmi d'autres.

La diminution du rendement du capital fixe semble l'effet de beaucoup de causes qui sont cumulées : erreurs de planification des grands travaux de construction, lenteur de réalisation des objectifs, éparpillement des investissements entre un trop grand nombre de constructions industrielles, etc. Ce sont ces mêmes causes qu'ont mis en lumière A. N. Kosygin en 1965 et, un an plus tard, T. Khaçaturov, membre de l'Académie des Sciences, qui remarque que si on réduisait de 78 % à 55 % le volume annuel des investissements effectués dans des constructions inachevées, on augmenterait le volume des fonds fixes productifs de 6 milliards de roubles par an et le revenu national de 4,5 milliards de roubles.

En accord d'ailleurs avec certaines conclusions de l'Institut de Recherches scientifiques en économie du Gosplan (N. I. E. I.), Khaçaturov note qu'à côté de ces causes, il y en a d'autres qui sont telles que la réduction du rendement des fonds fixes n'est pas forcément le fait d'une diminution de l'efficacité des investissements. Ce sont :

1° les changements de structure de l'industrie : développement rapide de branches qui ont un faible rendement du capital, telles que l'énergétique, les industries chimiques, etc., concurremment avec une moindre croissance de branches pour lesquelles, normalement ce rendement est élevé (industries textiles, alimentaires, construction de machines). Ce facteur entre pour environ 30 % dans la baisse du rendement des fonds industriels;

2° la réduction de la durée journalière du travail, malgré une amélioration de la productivité, entre probablement pour 15 % dans la basse;

1. E. Manevic, *op. cit.*, pp. 25-26. — N. Tokarskaja, Zakreplenie kadrov v promyslennosti Vostocnoj Sibiri, *Ekonomiceskie Nauki*, 1967, n° 4, p. 45-50. — Cf. l'étude publiée dans *Izvestija Sibirskogo Otdelenija Academii Nauk S. S. S. R.*, résumée dans *Chroniques Étrangères : U. R. S. S.*, 1965, n°s 8-9. — G. Sarkisjan, Raspredelenie i ziznennyj uroven' trudjascikhsja, *Ekonomiceskie Nauki*, 1966, n° 3, pp. 28 et suiv.

2. A. I. Gozulov, Ekonomiceskaja statistika, Moscou, 2e éd., 1965, p. 139. — La *fondootdaca* est l'indice de la productivité (ou du rendement) des fonds (capitaux) fixes mesurée par le volume de la production ou du travail réalisé en moyenne dans une période de temps précise par une unité précise d'un groupe de fonds fixes.

3. T. Khacaturov, Ekonomiceskaja effektivnost'kapital'nykh vlozenij, *Kommunist*, 1966, n° 13, p. 64. — S. Gurevic, O statisticeskoj izucenii ekonomiceskoj effektivnosti proizvodstva, *Vestnik Statistiki*, 1966, n° 8, p. 10 et p. 15.

4. Z. P. Gorbunov, Tempy, uroven' i struktura promyslennogo proizvodstva v S. S. S. R., Moscou, 1965, p. 35. — Cf. H. Chambre, *op. cit.*, p. 216.

5. Narodnoe Khozjajstvo S. S. S. R., v 1964 g., p. 523; ... v 1965 g, p. 542.

3° le développement de l'industrie dans les régions orientales de l'Union où il faut implanter des industries complémentaires, des voies ferrées, des logements et où les coûts de construction sont plus élevés qu'ailleurs. Cette cause représente environ 5 % de la diminution du rendement enregistré;

4° la nécessité de faire appel à des ressources naturelles moins riches ou plus éloignées du lieu de leur emploi provoque également une baisse de rendement du capital de 3 à 5 %.

Si l'on accepte ces conclusions, les erreurs et insuffisances de la planification et de la construction industrielle représentent un peu moins de 50 % de la baisse de la rentabilité des capitaux engagés dans l'industrie. Ce n'est pas négligeable, d'autant que T. Khacaturov estime que les causes précédentes (1° à 4°) continueront de faire sentir leurs effets durant les années 1966-1970. Il est et il demeure donc très important d'effectuer une planification correcte des investissemets. Notons qu'un commentaire récent, à l'occasion du compte rendu d'exécution du plan annuel, souligne qu'en 1967 le rendement du capital a augmenté un peu : c'est la première fois depuis plusieurs années qu'on enregistre ce fait souligne le commentateur (1).

c) *Productivité du travail*

Le taux annuel d'augmentation de la productivité du travail dans l'industrie a, lui aussi, tendance à baisser. De 10 % d'augmentation annuelle en 1951, on est tombé à 6 % en 1958. Puis, de 1959 à 1965, l'augmentation de la productivité baisse encore, d'une année sur l'autre. Le taux d'accroissement oscille entre 7 % en 1959 et 4 % en 1961 et 1964. Il se situe à 5 % en 1965 et 1966. En 1967, il s'est relevé à 7 %.

Mais il convient de tenir compte de la réduction de la journée de travail. Tandis que de 1958 à 1965 la productivité annuelle passe à 142 %, la productivité horaire dans l'industrie atteint 158 %, ce qui donne un accroissement annuel moyen de la productivité horaire de 6,75 %, au lieu de 5,1 % pour la productivité annuelle (2).

d) *Apparition du consommateur*

Au cours des années récentes, l'économie de l'Union Soviétique rencontre les aspirations au mieux-être d'une population à qui la « construction du socialisme » puis la seconde guerre mondiale et la reconstruction avaient imposé de sévères restrictions. La consommation apparaît à l'horizon dans une économie qui est encore une économie de pénurie relative, même si de très réels progrès ont été réalisés pour mieux satisfaire les besoins et les aspirations de la population.

L'intérêt accordé récemment à l'expansion des industries de biens de consommation ne suffit pas à combler le retard pris durant les périodes précédentes, et même durant le septennat. Il en est de même pour la politique des revenus monétaires de la population. Malgré une réorientation de celle-ci en 1962, insuffisante il est vrai, et une autre en 1965, qui s'est traduite par un accroissement des salaires de 5,8 % cette dernière année (95 roubles/mois en moyenne pour un salarié de l'économie (non compris les avantages en provenance des fonds sociaux), on est encore loin des objectifs que s'assignait le plan septennal. En 1967, le salaire mensuel moyen s'est élevé à 102,6 roubles.

Malgré les décisions prises lors de la réforme de 1965 à partir d'expériences effectuées dans certaines entreprises de biens de consommation, il résulte de cette situation que le

1. *Ekonomiceskaja Gazeta*, 1968, n° 4, p. 7.
2. Nar. Khoz... S. S. S. R. v 1965 g., pp. 69-70. — *Pravda*, 29 janvier 1967. — *Ekon. Gazeta*. 1968, n° 4, p. 7.

principal objectif continue d'être la production à tout prix, sans égard trop grand pour la qualité et la rentabilité. Il est probable que cette situation n'est que provisoire : mais, un proverbe français dit que « le provisoire peut durer longtemps ».

IV

La politique économique actuelle

Les quelques faits évoqués ici ont fait apparaître que l'économie soviétique traversait une période difficile depuis plusieurs années. La croissance économique s'est effectuée au cours des douze dernières années à un rythme moindre que celui du début des années 1950.

L'écart entre les États-Unis et l'U. R. S. S. qui avait atteint son minimum en 1958 a de nouveau recommencé à augmenter. L'économie soviétique continue de progresser, c'est certain. Mais les objectifs à long terme qui lui sont assignés sont nettement inférieurs à ceux prévus en 1959 ou en 1961 (1). Des facteurs occasionnels, structurels ou institutionnels sont intervenus qui, repérés correctement, permettent d'expliquer cette situation. Quelle politique adopte-t-on pour contenir leurs effets ou même les supprimer?

1. *Action sur les déséquilibres structurels.*

Depuis dix ans environ, certains économistes des pays socialistes avaient commencé à contester que la structure industrielle de l'économie soviétique soit la meilleure possible à l'époque de l'innovation, du progrès technique et de l'informatique. La thèse de la priorité *absolue* de l'industrie des biens de production (groupe A de la nomenclature soviétique) ou plus exactement de la grosse industrie, qu'on avait déduite du schéma de la reproduction élargie de K. Marx dans *Das Kapital* et des réflexions de Lénine à la fin du XIXe siècle, avait déjà été mise en doute, dès 1957, par l'économiste polonais B. Minc. Fraîchement accueillie par les économistes et les « mangeurs d'acier » soviétiques, cette proposition ne prit une forme opérationnelle, toute relative d'ailleurs, qu'à partir du moment où fut inscrit dans les plans de la fin de la période septennale un rapprochement des taux de croissance des groupes A et B de l'industrie.

En 1964, l'accroissement par rapport à 1963 des industries des biens de production (groupe A) avait été de 9 % et celui des industries des biens de consommation (groupe B) de 3,5 %, soit plus de 2 fois moins que le premier. Le plan pour 1966 fixait les taux respectifs de 6,9 % et 6 % et les résultats furent de 9 % et 7 % (2). En 1967, les industries du groupe A ont enregistré encore un taux de croissance plus grand que celles du groupe B, soit respectivement 10,2 % et 9 %.

Quant aux « Directives pour le plan quinquennal 1966-1970 », elles proposaient pour les cinq années les accroissements totaux de 149-152 % pour le groupe A et de 143-146 % pour le groupe B (3), soit en moyenne annuelle 108,5 % et 107,7 %. Ce dernier taux était supérieur au taux annuel moyen projeté par le plan septennal 1959-1965, 107,2 %.

1. A. Nove, R. Clarke, L'évolution récente de l'économie soviétique, Chronique d'actualité, Sedeis, Paris, 1966, nº 963, p. 6.
2. U. S. S. R. Budgetary plan, p. 12. — *Pravda*, 29 janvier 1967. — SSSR v cifrakh v 1967, Moscou, 1968, p. 14.
3. Le XXIIIe Congrès du P. C., U. S., 1966, p. 205.

Tout en la modifiant quelque peu, le 23e Congrès du Parti a entériné la politique inaugurée en 1958 et reprise en 1692 de donner la priorité aux industries chimiques. La production d'acier doit *en principe* augmenter de 36,3 % à 41,7 % environ et celle des industries chimiques *doit* doubler approximativement. En 1967, la sidérurgie et la métallurgie non ferreuse prises ensemble ont connu un taux de croissance de leur production de 8 %, tandis que les industries chimiques et pétrochimiques bénéficiaient d'un taux de 13 %. Mais les « mangeurs d'acier » n'ont pas perdu tout espoir de reconquérir la priorité des priorités (1).

Le rythme annuel de croissance de la production agricole doit être notablement accru. En 1965, par rapport à 1964, il avait été de 101 %, et en 1966 il a été de 110 %. De 1966 à 1970, il devrait faire un bond considérable : s'élever à 125 % par rapport au taux annuel moyen des années 1961-1965. Cette référence peu précise laisse place à une grande incertitude sur ce que doit être réellement le taux annuel moyen prévu. L'accroissement envisagé correspond à des augmentations de production des principaux produits agricoles, qui, sans être excessives, ne paraissent pas devoir être réalisées aisément, à moins de très gros efforts en faveur du secteur agricole.

2. *La gestion et la planification*

Les réformes de la gestion des entreprises et de la planification adoptées afin de porter remède à la situation difficile de l'économie lors de l'Assemblée plénière du Comité central du Parti sont bien connues maintenant.

Essentiellement, on décidait d'accroître un peu les droits de l'entreprise et de son directeur en matière de gestion, on abolissait le système des Sovnarkhoz créé en 1957 et on revenait au système des ministères dirigeant chacun une branche de l'économie. En même temps, on ramenait le Comité d'État du plan (*Gosplan*) dans les limites de ses fonctions en lui retirant la direction des branches qu'il s'était *pratiquement* appropriée. La réalisation de ces mesures devait s'étaler sur une période de deux ou trois années environ.

Le statut de l'entreprise adopté alors apparaissait comme un règlement général d'administration, une sorte de loi-cadre, qui devait être complété par des décrets postérieurs. Un certain nombre d'entre eux ont été promulgués au cours des années 1966 et 1967 (2).

Si l'on réfléchit au sens profond de la réforme sans entrer dans l'analyse des détails, on note qu'elle consiste essentiellement dans la substitution de *critères économiques* (production *marchande*, profit, rentabilité) à des *critères de production brute* comme indicateurs du succès de l'activité des entreprises. A. I. Birman considère qu'on est ici au cœur de la réforme (3).

En cours d'exécution maintenant, ces réformes visent à créer les conditions permettant à l'entreprise d'accroître sa rentabilité, de réaliser un profit et de contribuer efficacement à l'augmentation du revenu national.

On a adopté des mesures qui vont dans ce sens en ce qui concerne le financement des investissements et leur prise en charge dans le compte d'exploitation, l'emploi des profits et la manière d'intéresser réellement le personnel au succès des opérations de l'entreprise sur le plan économique. D'ici quelques années, il n'y aura plus de financement des investissements grâce à des dotations budgétaires. Mais on substituera petit à petit un système de crédit à long terme pour les grands travaux. Les entreprises verseront au budget des sommes repré-

1. M. Tatu, Le pouvoir en U. R. S. S., Grasset, Paris, 1966, pp. 467-469.
2. Voir les numéros successifs de Ekonomiceskaja Gazeta, 1966 et 1967.
3. A. Birman, Mysli posle plenuma, *Novyj Mir*, 1965, n° 12, pp. 194 et suiv. (trad. française dans « Économie et Sociétés », *Cahiers de l'I. S. E. A.*, 1967, n° 3).

sentant le coût des capitaux mis à leur disposition. Une partie des profits réalisés sera affectée à un fonds spécial de l'entreprise, destiné à financer le renouvellement des équipements vieillis ou obsolescents et à introduire la « technique nouvelle ». Le fonds des primes et boni de l'entreprise sera alimenté par un prélèvement sur les profits réalisés et sur ceux obtenus grâce à l'introduction des nouvelles productions.

Ces décisions s'inspirent dans une certaine mesure des propositions de E. Liberman et de V. Trapeznikov, dont il a été beaucoup question en occident. Elles n'établissent d'ailleurs pas le profit comme catégorie cardinale de l'économie soviétique. Le profit y existait depuis de nombreuses années. Mais elles ne suivent ces propositions qu'en partie, car celles-ci ont rencontré de vigoureux opposants et, malgré des débats réitérés, l'unanimité n'a pu se faire à leur sujet. Encore aujourd'hui, au début de 1968, des polémiques s'élèvent dans la presse soviétique auxquelles prennent part des économistes influents.

Modestes dans leur application, ces mesures renforcent les *fonctions* de profit, en particulier celle qui en fait un critère de succès. Ce qui est finalement recherché à travers cet « indicateur » (*pokazatel'*), c'est un degré plus élevé de rentabilité de l'entreprise. Pour que ce but soit atteint, il faut d'ailleurs que la réforme des prix (qui continueront à être des prix administratifs) soit effectuée. En cours de réalisation dans certaines branches, elle a été étendue à toute l'industrie lourde depuis le 1er juillet 1967.

La méthode des « liens directs » entre entreprises, expérimentée depuis le 1er juillet 1964 dans deux entreprises de l'industrie légère, « Mayak » à Gorki et « Bolsevicka » à Moscou, a été progressivement étendue au cours des années 1966 et 1967 à de nombreuses entreprises.

Elle consiste en ceci essentiellement. Les plans de production de ces entreprises sont préparés sur la base des commandes provenant des organismes commerciaux avec qui elles travaillent et des contrats conclus directement avec eux. On espère pouvoir mieux tenir compte ainsi de la demande *réelle* du consommateur.

A la fin de l'année 1966, 673 entreprises représentant plus de 12 % du volume de la production industrielle et employant près de 10 % des travailleurs de l'industrie, soit environ 1 500 000 personnes, opéraient dans les conditions créées par la réforme de 1965. Mais la moitié d'entre elles environ ne sont passées sous le nouveau régime qu'au milieu de l'année. Au début de 1968, ce sont 10 000 entreprises appartenant à presque toutes les branches de l'industrie qui opèrent dans le cadre de la réforme. Elles fournissent 50 % de la production industrielle et elles participent à la formation de plus de 60 % du profit.

On relèvera au passage qu'en 1962 il y avait 38 000 grandes entreprises d'État sur un total d'environ 200 000 et, en 1966, 40 160. Ce sont les entreprises les mieux adaptées qui ont commencé à être conduites selon les règles de la nouvelle réforme (1). Ce n'est qu'au cours de 1968 que la mise en place de la réforme sera entièrement achevée dans l'industrie (2). On ne peut tirer que des conclusions partielles, faute d'informations complètes et précises pour 1966 et pour 1967.

Les premiers résultats de cette expérience à grande échelle paraissent encourageants, malgré le maintien de l'état d'esprit antérieur chez certains dirigeants et responsables de ces entreprises. Les plans de production ont pu être relevés. Les entreprises ont réalisé un profit supérieur au volume planifié. Les fonds sociaux ont pu être augmentés dans des proportions intéressantes. Le fonds d'encouragement des travailleurs s'est accru ainsi que

1. Promyslennost' S. S. S. R., Moscou, 1964, p. 82. — Nar. Khoz... v 1962, Moscou, 1963, p. 429. — Ekonomiceskaja Enciklopedija, Moscou, t. II, 1964, col. 606. — Strana Sovetov za 50 let, Moscou, 1967, p. 188.

2. B. Sukharevskij, Khozrascetnye fondy stimulirovanija predprijatij, *Kommunist*, 1966, n° 15, p. 71. — Le Monde, 10 mars 1967.

celui des mesures socio-culturelles et des logements. Le fonds destiné à l'amélioration de la production a augmenté également. Tout ceci n'a été possible que grâce à l'élévation des profits réalisés et à l'affectation à ces fonds d'une fraction notable de ceux-ci, selon les règles fixées à la suite de la réforme.

On découvre en même temps les avantages d'une spécialisation meilleure de la production entre les entreprises qui ont constitué entre elles des Unions. La productivité du travail et sa qualité augmentent. Des économies d'échelle (bien que l'expression ne soit pas employée) apparaissent (1).

De ces premières conclusions favorables, il ne convient pas toutefois de tirer des extrapolations trop optimistes.

1° Les entreprises concernées par la réforme sont celles qui y étaient le mieux préparées, semble-t-il (2). Des difficultés nouvelles peuvent surgir au fur et à mesure qu'on englobera dans cette nouvelle politique les entreprises retardataires où l'organisation du travail laisse à désirer. Ce n'est sans doute pas pour rien qu'un vigoureux rappel à la discipline du travail a été lancé à propos d'erreurs et d'insuffisances dans la gestion et l'organisation des entreprises de la région de Tula qui n'est pas seule en cause. L'intervention du Comité central du Parti peut aussi bien donner un avertissement aux réformateurs qu'une satisfaction aux tenants du *statu quo ante* (3).

2° L'information statistique disponible en U. R. S. S., d'après N. P. Fedorenko, directeur du Laboratoire d'Économie mathématique de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S., ne permet pas de mesurer correctement les effets de la transformation opérée dans le groupe d'entreprises en question (4).

3° Dans de nombreuses entreprises passées au nouveau régime de planification et de gestion, l'esprit ancien et les pratiques antérieures demeurent soit pour évaluer le niveau des résultats (on utilise la « production globale » au lieu de la production vendue; les plans sont transmis par les ministères dans les mêmes formes qu'auparavant, d'où l'impossibilité de mesurer l'effet des réformes ou même de les appliquer).

4° Les taux adoptés pour les versements à effectuer par des prélèvements sur les profits en vue de constituer le « fonds pour le développement de la production » et le « fonds d'encouragement des travailleurs » ont été très mal déterminés : ils sont trop faibles.

Ils ne permettent pas de constituer un fonds de renouvellement des équipements suffisant dans de nombreuses entreprises. Le volume du fonds d'encouragement obtenu grâce à l'application de ces taux est trop faible : les primes et autres avantages sont dérisoires.

Tout ceci s'exprime dans des plaintes de dirigeants des entreprises passés à la nouvelle méthode de gestion, publiées dans les revues économiques en 1967 et début 1968. On compare avec l'ancien système et on semble le regretter.

5° De plus, des mesures officiellement prises sont venues dénaturer en partie la réforme de 1965. En décembre 1967, par exemple, les Directions centrales de ministères (ou de quelques-uns au moins) ont été autorisées à centraliser 50 % des fonds pour le développement de la production constitués par les entreprises *rentables* qui relèvent de ces Directions.

1. I. K. Strelovskij, Nekotorye voprosy khozjajstvennogo rasceta v nauçno-issledovatel'skikhi-konstruktorskikh organizacijakh, *Vestnik Leningradoskogo Universiteta*, 1966, n° 23, pp. 29 et 30.
2. A. Kurskij, Itogi khozjajstvennoj reformy za 1966 g. i nekotorye problemy ee dal'nejsego osuscestvlenija, *Voprosy Ekonomiki*, 1967, n° 4, pp. 29-30.
3. *Pravda*, 22 décembre 1966.
4. N. Fedorenko, Reforma v promyslennosti : pervye itogi, problemy povysenija ee dejstvennosti, *Planovoe Khozjajstvo*, 1967, n° 4, pp. 6 et 7.

Ces fonds centralisés seront répartis entre les entreprises déficitaires rattachées à la Direction concernée.

En fait, face aux difficultés inhérentes à la mise en œuvre de la réforme dans un univers industriel aussi étendu et aussi diversifié que celui de l'U. R. S. S., profitant aussi de l'insuffisance de personnels dirigeants d'entreprises aptes à les gérer selon des critères économiques, les partisans du *statu quo ante* et, en particulier, les ministères de tutelle des industries s'efforcent de ressaisir les quelques pouvoirs économiques nouveaux qui ont été délégués par le Centre à la périphérie.

3° *Commerce, Aide, Calcul économique*

D'autres facteurs interviennent plus ou moins profondément dans la politique économique actuelle de l'Union Soviétique : le commerce extérieur, l'aide aux pays en voie de développement, l'introduction du calcul économique due à un renouveau de la réflexion et de l'analyse économique.

Bien que la *ratio* exportations/revenu national soit faible (3,9 % en 1966), le commerce extérieur commence à tenir une place non négligeable dans l'économie : 7,96 milliards d'exportations et 7,12 milliards d'importations (en prix de l'année) en 1966. L'ensemble des pays socialistes y participent pour environ 66 %, les pays industrialisés capitalistes pour 21 %, et les pays en voie de développement pour 12 % environ (1). Ces proportions n'ont presque pas varié en 1967 : 67,7 %, 20,6 % et 11,6 % respectivement.

Il est souvent question depuis une année environ d'accords de coproduction industrielle que l'Union Soviétique conclurait tant avec des partenaires socialistes qu'avec des partenaires occidentaux pour la mise en valeur de certains gisements et richesses naturelles. La Pologne d'une part, pour la région du nord-ouest de l'Oural, le Japon, pour la Sibérie Orientale et l'Extrême-Orient semblent devoir être des parties à ces accords sur lesquelles on ne connaît pas grand-chose à ce jour.

Bien que le commerce se développe avec les pays occidentaux, de nombreuses entraves subsistent dues aux différences des régimes économiques, des structures juridiques et des pratiques commerciales qui en découlent. Mais, normalement, ces obstacles devraient être vaincus au cours des années à venir.

La réforme économique a eu un effet assez surprenant sur le climat des relations commerciales entre l'U. R. S. S. et les pays membres du Conseil d'Aide économique mutuelle de Varsovie. Ayant pris conscience de ce que représentent les coûts en capital et la rente, les Soviétiques se demandent si dans leurs échanges avec les pays socialistes, étant donné la structure des prix adoptée, ils ne sont pas en train de leur accorder un *soutien* déguisé en leur livrant le pétrole, les minerais, le charbon, alors que ces pays ont l'impression que l'U. R. S. S. leur a longtemps imposé des prix *surélevés* (2). Cette constatation est peut-être un des éléments qui entrent en ligne de compte dans les projets de coproduction où l'U. R. S. S. et les pays du C. A. E. M. seraient partenaires. Il en va de même avec les pays en voie de développement (3).

Depuis quelques années, on parle moins de l'aide économique aux pays en voie de développement. Elle continue de se développer et, même si elle ne représente qu'une fraction

1. Vnesnjaja Torgovlja v 1966 g., Stat. Sbornik, Moscou, 1967, pp. 8 et 10. — d° ..., 1918-1966, Moscou, 1967, p. 63.
2. I. Dudinskij, Toplivno- syrevaja problema stran S E V i puti ee resenija, *Voprosy Ekonomiki*, 1966, n° 4, pp. 88-89 et pp. 92-94.
3. L. Zevin, Vzaïmnaja vygoda ekonomiceskogo sotrudnicestva socialisticeskikh i razvivajuscikhsja stran, *Voprosy Ekonomiki*, 1965, n° 2, p. 73-78.

assez faible du revenu national soviétique, il convient de ne pas la perdre de vue (1). On sait que, outre la forme de coopération technique qu'elle revêt, elle est constituée essentiellement par une forme commerciale. Relativement faible en 1955 (exportation : 29 100 000 roubles, importation : 83 400 000 roubles), dix ans après le commerce avec les pays en voie de développement a plus que sextuplé (exportation : 1 009 500 000 roubles, importation : 734 100 000 roubles), pendant que l'ensemble du volume du commerce extérieur n'augmente que de 2,5 fois. Il concerne surtout des pays d'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient et d'Afrique et quelques pays d'Amérique latine. Les exportations de machines et d'équipements représentaient, en 1964, 394 800 000 roubles, soit plus de 40 % des exportations effectuées vers ces pays; et, en 1965, la seule exportation d'équipement complet s'élevait à 224 500 000 roubles, soit plus de 20 % des exportations de cette année-ci vers les pays en voie de développement. L'intention des dirigeants est bien de poursuivre dans cette direction, malgré le ralentissement de la croissance économique (2).

Le calcul économique introduit à la suite des travaux et recherches pionnières de V. S. Nemçinov, L. V. Kantorovic, V. V. Novozilov, — tous trois prix Lénine en 1965 —, influe également et ne manquera pas d'influer par la suite encore plus sur le développement économique de l'Union Soviétique. Il est assez difficile de mesurer l'impact de l'école d'économie mathématique soviétique sur la doctrine et la pratique de l'U. R. S. S. Moins important actuellement qu'on peut le supposer en Occident, malgré la publication de travaux de classe, ce n'est que lorsqu'une ou deux générations d'économistes d'entreprise et de planificateurs auront été formés à ces modes de raisonner et à ces techniques que ses méthodes pourront être à même de diffuser largement.

Une planification centralisée *et détaillée* grâce à l'emploi d'ordinateurs de grande puissance et d'un vaste réseau de centres de télécommande demandera encore des années avant d'entrer dans le domaine des réalisations, si tant est que cela soit possible. Plus vraisemblablement, ces méthodes et ces techniques qui ne sont que des instruments, permettront d'opérer une décentralisation de la direction et de la gestion dans un système de planification *centralisée* qui ne s'occupera plus d'entrer dans les détails, et qui pourra normalement ne plus avoir à se soucier de leur établissement (3).

Nous ne faisons que mentionner ici le problème de la réforme des prix. Préparée depuis longtemps par de nombreuses études et discussions, elle commence à être mise en place petit à petit. Réalisée dans les industries légères et l'industrie lourde, elle le sera dans les autres branches au cours de l'année 1968 (4).

Conclusion

En examinant quelques-uns des problèmes qui se posent aujourd'hui à l'économie soviétique, nous avons souligné également qu'elle poursuivait sa croissance malgré un certain ralentissement des rythmes auquel elle l'effectue.

1. A. Mac Auley, D. Matko, Soviet foreign aid, *Bulletin of Oxford University, Institute of Economics and statistics*, vol. 28, n° 4, novembre 1966, pp. 261-271.
2. M. Pankin, S. S. S. R. i razvivajusciesja strani, *Vnesnjaja* Torgovlja, 1966, n° 11, pp. 11-14.
3. H. Chambre, L'économie planifiée, P. U. F., p. 116. — A. I. Kacenelibojgen, E. JU. Faerman, Centralizm i khozjajstvennaja samostojatel'nost' v socialisticeskoj ekonomike, *Ekonomika i matematiceskie metody*. t. III, 1967, n° 3, pp. 331-346.
4. S. Stoljarov, Voprosy cenoobrazovanija i statistiki cen na sovremennom etape, *Vestnik Statistiki*, 1967, n° 3, pp. 14,17, 21. — E. Zaleski, Les réformes d'octobre 1965 et la gestion de l'entreprise, *Cahiers de l'I. S. E. A.*, Série G, 1966, n° 23, p. 165.

Au terme de cette étude trop brève et incomplète, on pourrait se demander : 1° L'U. R. S. S. vise-t-elle une rationalité économique plus grande en entreprenant les réformes de la planification et de la gestion amorcée à partir de fin 1965? 2° Cette réforme est-elle en mesure en suscitant une politique économique neuve de surmonter le ralentissement de la croissance observé dès le début des années 1960?

Tenter d'esquisser une réponse à la première question obligerait à se demander en quoi consiste la rationalité économique pour les Soviétiques. Si l'introduction de critères de succès *économiques* à la place de critères de *production brute* est un pas vers un meilleur emploi économique du potentiel de l'Union, cette démarche ne constitue qu'une étape de la rationalité économique. Pour définir cette dernière, il faudrait pouvoir déterminer le niveau et le contenu des aspirations de la société soviétique d'aujourd'hui, apprécier l'introduction de ces nouveaux critères par rapport aux fins qu'elle avoue et aux fins pratiquées réellement. Une telle recherche ne peut être poursuivie dans le cadre de ce simple exposé. Mais, il convenait d'en souligner l'importance.

Apparemment plus simple, la seconde question n'en demeure pas moins délicate.

Si l'on met en perspective les urgents problèmes à résoudre pour ne pas ralentir la croissance, c'est-à-dire pour ne pas reculer dans la compétition dénommée par antiphrase « coexistence pacifique », et les réformes adoptées en septembre 1965, appliquées partiellement jusqu'à maintenant, on ne peut pas ne pas se demander si l'on tient les éléments de la solution.

Pour un économiste aussi distingué que A. I. Birman qui a récemment esquissé à grands traits une image futuriste de la planification (1), la réforme adoptée et amorcée en 1965 est à mettre sur le même rang que l'introduction de la N. E. P. par Lénine en 1921 ou la réforme de l'activité économique des années 1929-1932.

Ces deux dernières réformes, écrit-il, n'ont fait sentir leurs effets bénéfiques qu'en longue période. Il en sera de même de celle de septembre 1965 (2). Est-ce une vue exacte des choses, ou une vue optimiste?

Il ne faut pas perdre de vue que les deux maux graves dont souffre l'économie de l'U. R. S. S., quelles que soient ensuite leurs manifestations, sont l'orientation trop étroite de l'économie sur les biens de production ainsi que l'excès de centralisation de l'appareil économique et sa bureaucratisation qui excluent le sens de l'initiative et de l'entreprise ainsi qu'une rentabilité élevée de l'ensemble.

Le rapprochement des taux de croissance des industries des moyens de production et des industries des biens de consommation semble n'être accepté par beaucoup de dirigeants que comme un compromis provisoire. L'efficacité réelle de cette décision est amoindrie dans la mesure où, d'après les comptes rendus d'exécution des plans annuels récents, ce sont encore les branches de la première catégorie qui dépassent le plus les objectifs fixés par les plans. Appareil et personnel productifs apparaissent doués d'un faible degré de réponse aux propositions et incitations venues de l'extérieur, ou bien continuent de recevoir des instructions formulées dans le cadre des anciens « indicateurs de succès » (production globale, etc.).

On a souligné récemment que la déconcentration opérée en 1957 par la création des sovnarkhoz n'avait pas été une *réelle* décentralisation économique. On pouvait le prévoir en analysant les conditions et le contenu de cette réforme (3). Par le biais des Comités spécialisés du Gosplan, on a rétabli très vite la direction centralisée des grandes industries de base. La reconstitution au cours de l'année 1965, des ministères industriels supprimés en

1. Kalendar' khozjajstvennika, Moscou, 1965, *passim*.
2. A. Birman, *op. cit.*, pp. 194-195.
3. H. Chambre, L'aménagement du territoire en U. R. S. S., Éd. Mouton, Paris, 1959, p. 209.

1957 pouvait être un élément sain dans la mesure où elle ramenait le Gosplan à sa fonction normale. Mais le rappel à leur tête de leurs anciens chefs de 1957 n'est pas compensé par l'octroi modeste de pouvoirs de gestion plus grands aux entreprises. Les entreprises soviétiques ne constituent pas en l'état actuel des choses, des centres de décision périphériques capables d'équilibrer les pouvoirs considérables des centres supérieurs de la décision économique.

La rémanence des habitudes des hommes et le retour à la tête des grands ministères industriels de leurs anciens commis laissent planer un doute fondé sur la portée d'une transformation qui, poursuivie avec méthode, pourrait améliorer considérablement le rendement de l'appareil économique sans toucher aux principes basilaires du régime.

La bureaucratisation excessive des appareils et des institutions soviétiques est la plus grande difficulté à surmonter. On a souvent signalé sa présence : aussi n'en dira-t-on rien ici. D'ailleurs, le phénomène bureaucratique n'est pas propre à l'Union Soviétique. Il se retrouve, développé, dans d'autres sociétés industrielles, ni socialistes, ni planifiées. Mais, en U. R. S. S., il a pris une importance considérable depuis de nombreuses années (1).

De telle sorte que le problème essentiel de l'économie soviétique pour relancer sa croissance est tout autant que celui de l'introduction d'un calcul économique « rationnel », de « prix rationnels », etc., un problème d'institution, et peut-être surtout ce problème institutionnel à l'intérieur du régime, si souvent évoqué et jamais abordé de front.

C'est aussi un problème d'hommes et de mentalité aux échelons suprêmes. C'était déjà, sous d'autres formes et dans d'autres conditions, celui que Lénine avait rencontré au cours de la période où il a gouverné l'Union Soviétique et surtout au terme de sa vie.

Enfin, il convient de noter que la réussite des réformes en cours est liée à la conjoncture internationale, à l'évolution de la rude compétition économique dénommée « coexistence pacifique », ainsi qu'à celle des relations sino-soviétiques et sino-américaines. On reconnaîtra qu'il est impossible de nous étendre ici sur ces aspects.

Sans avoir apporté de réponse définitive aux deux questions posées au terme de cet exposé, on ose espérer avoir aidé à les cerner par ces quelques remarques finales.

Henri CHAMBRE
Directeur d'Études à l'École
pratique des Hautes Études

DISCUSSION

M. PENGLAOU a été heureux de relever dans la remarquable communication de M. Henri CHAMBRE une analyse très précise du commerce extérieur global de l'U. R. S. S. Il serait cependant désireux de connaître l'importance des échanges entre l'Union et les pays satellites de l'Est, et, partant, de pouvoir apprécier l'indépendance économique de ces pays vis-à-vis de la Russie soviétique.

Réponse de M. Chambre :

L'ensemble des pays socialistes (y compris la Chine, la Yougoslavie, l'Albanie) représente 67,7 % du volume global des échanges (importations et exportations) de l'Union soviétique. Les annuaires du commerce extérieur publiés régulièrement à Moscou permettent de suivre l'évolution de ces échanges; mais, ne détaillant qu'une fraction de ceux-ci, ils ne

1. Cf. Éditorial des *Izvestija* (13 mars 1968) et article de G. BELOV dans *Izvestija* (26 mars 1968). D'après l'auteur de cet article le nombre des papiers circulant annuellement dans chaque ministère dépasse 700 000.

permettent pas de connaître leur structure. Les annuaires économiques publiés par les républiques socialistes de l'Europe orientale donnent la part de l'U. R. S. S. dans leurs échanges avec l'extérieur. C'est ainsi qu'en 1962 les importations polonaises en provenance de l'U. R. S. S. représentaient 30 % environ des importations totales et les exportations polonaises en direction de l'Union soviétique un peu plus de 34 %. Dans le cadre du C. A. E. M. de Varsovie, l'Union soviétique constitue l'économie dominante du groupe des pays qui adhèrent à ce pacte.

M. Penglaou poursuit :

La Presse a récemment annoncé la publication d'un nouveau plan du professeur Triffin, relatif à une intensification des relations financières entre la zone rouble et le système monétaire du reste du monde. M. Penglaou attacherait grande importance à connaître l'opinion de M. Chambre à l'égard d'une telle suggestion.

Réponse de M. Chambre :

Je ne connais le nouveau plan Triffin que par ce que la presse en a dit. Et ceci me paraît insuffisant pour se faire une opinion fondée sur les possibilités de réalisation de ce plan. Mais il me semble que l'intensification des relations financières entre la zone rouble et le système monétaire du reste du monde suppose que soient réalisés quelques préalables. Par exemple, la convertibilité des monnaies de la zone rouble, ce qui n'est pas le cas dans les opérations commerciales entre les pays de cette zone; la possibilité d'accords multilatéraux à côté des accords bilatéraux pour le règlement des soldes des balances commerciales entre les pays de la zone rouble et le reste du monde.

M. Vinot demande si, en parallèle avec ce qu'on peut avoir d'informations sur la production, on dispose de renseignements sur les salaires ainsi que sur les ressources des générations non actives.

D'autre part, il a été fait état d'une grande mobilité spontanée de la population. Connaît-on les conséquences de ces déplacements volontaires sur la constitution de droits de ces mêmes salariés, en vue de leur arrivée à l'âge de la retraite?

Réponse de M. Chambre :

Les informations concernant les salaires sont de deux sortes :

1° Des salaires moyens mensuels par grandes catégories professionnelles : personnels industriels productifs, ouvriers de l'industrie, bâtiment, transports, personnels de la santé publique, de l'enseignement, de l'administration, etc.;

2° Des indications fournies par tel ou tel interlocuteur soviétique à des visiteurs étrangers, qui sont relatives à tel salaire précis dans telles ou telles conditions. Ces dernières indications ponctuelles sont souvent difficiles à interpréter correctement.

Les renseignements relatifs aux ressources des personnes non actives sont bien plus maigres. Les annuaires donnent chaque année la somme totale des pensions payées par les divers organismes : État, coopératives, syndicats, etc., ainsi que la somme inscrite au budget de l'U. R. S. S. à cet effet.

La mobilité volontaire de la population active pose des problèmes pour le décompte des années de présence au travail qui sert de base au calcul des pensions au moment de

l'arrivée à l'âge de la retraite. Des règles précises complètent la législation du travail en vue d'effectuer ce calcul. On les trouve, par exemple, dans *Kommentarij k zakonodatel'stvu o trude*, Moscou, 1966, Éd. juridiques : Notes sous l'article 176 du Code du travail de 1922. Il en ressort qu'une trop grande mobilité de la personne intéressée retentit sur la pension qui lui est attribuée, toutes choses étant égales par ailleurs.

M. Lachêne. — Y a-t-il actuellement en U. R. S. S. des discussions entre économistes sur le principe du plein emploi?

L'U. R. S. S. a-t-elle commencé à connaître les phénomènes de régression structurelle de branches d'industrie?

Réponse de M. Chambre :

A ma connaissance le principe du plein emploi est un principe qui va de soi dans l'économie soviétique et qui n'est pas l'objet de discussions entre économistes.

La structure de l'industrie soviétique dans son ensemble apparaît plus stable qu'on serait porté à le croire. Les variations au cours des quinze dernières années ne sont que de quelques points. A l'intérieur des branches, c'est l'énergétique qui accuse les variations les plus importantes, la part des combustibles solides diminuant au profit des autres sources d'énergie, principalement pétrole et gaz naturel. C'est cette branche qui est le plus souvent donnée en exemple. Mais on peut penser qu'il y a une situation analogue dans l'industrie chimique, ainsi que dans les constructions mécaniques.